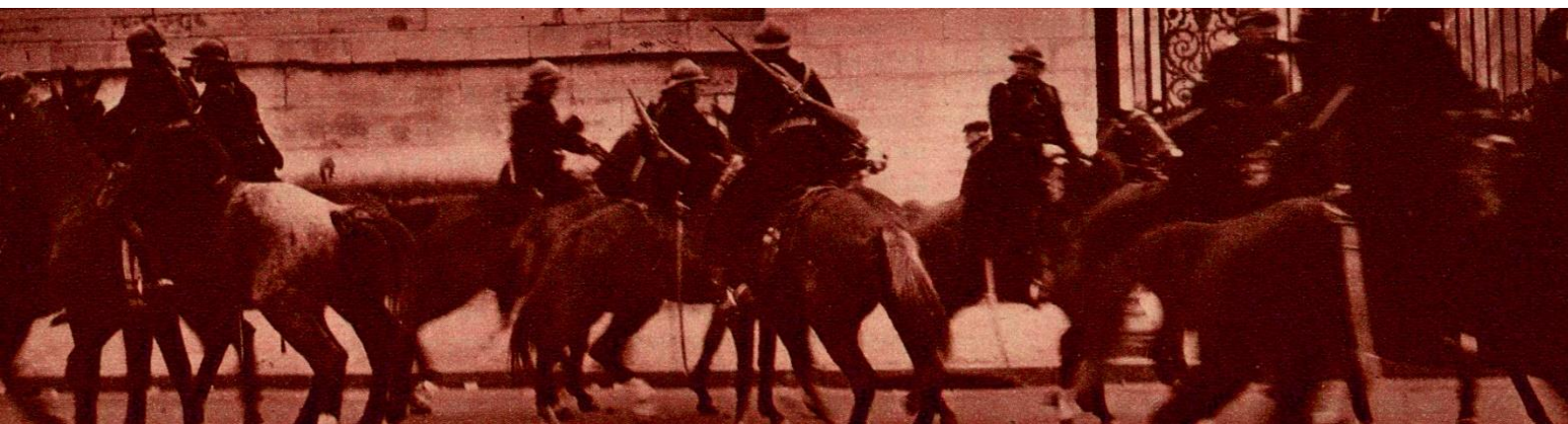


RESSOURCES PEDAGOGIQUES



LE 6 FEVRIER 1934

Au début des années 1930, la crise économique, la dépression sociale et son cortège de mécontentements forment un terreau particulièrement fertile à la montée des extrêmes. Les ligues, nouvelles forces à la droite de la droite, deviennent alors des acteurs incontournables de la vie politique française. Celles-ci prennent parfois des aspects fascisants, et se réclament de l'antiparlementarisme.

En 1934, un scandale politico-financier, l'affaire Stavisky, leur permet de diffuser largement leurs idées. Chaque jour apporte alors son lot de révélations dans la presse, éclaboussant une série de députés et de ministres accusés d'avoir participé à une escroquerie aux bons de caisse au Crédit municipal de Bayonne. Le gouvernement est alors obligé de démissionner et le 30 janvier Edouard Daladier est nommé président du Conseil. L'une de ses premières mesures consiste à muter au poste de résident-général au Maroc le préfet de Paris Jean Chiappe, un homme d'influence ayant de nombreuses sympathies politiques à l'extrême droite. Cette décision provoque la colère des ligues qui appellent à manifester le 6 février, jour où Daladier doit présenter son gouvernement devant la Chambre.

Cette ressource permet de revenir sur cet événement révélateur du contexte politique de notre pays dans les années 1930. Elle met également en lumière comment les autorités surveillent alors les ligues d'extrême droite.

I / Les émeutes du 6 février 1934

Le 6 février 1934, à la surprise du gouvernement et sans doute même de ceux qui avaient appelé à manifester, une foule nombreuse composée en grande partie d'anciens combattants descend dans la rue. Même si elle est majoritairement marquée à droite, cette foule est politiquement hétéroclite et ses motivations parfois contradictoires. L'Association Républicaine des Anciens Combattants, proche des communistes, avait par exemple aussi appelé à former un cortège le jour même. De fait, ce sont cinq manifestations qui ont lieu en même temps et qui dégénèrent en une émeute générale qui dure jusqu'à deux heures et demie du matin. On dénombre au final 1664 blessés parmi les forces de l'ordre et 14 morts et 657 blessés chez les manifestants, dont deux décèdent ensuite.

Parmi les manifestants, les deux mille Croix de Feu parvenus aux abords du Palais-Bourbon ne commettent pas le coup d'Etat espéré par l'Action Française et les ligues fascistes. L'objectif initial qui consistait à empêcher l'investiture de Daladier échoue dans un premier temps car il obtient un vote de confiance. Mais l'annonce de nouvelles manifestations et la menace de nouvelles violences l'obligent à démissionner le 7 février.

II / Les ligues : une menace sous surveillance étroite

[Document 1 : Message du ministre de l'intérieur au préfet de Seine-et-Oise, relatif à une enquête sur les mouvements d'extrême-droite, 27 février 1934. ADY - 4M2/66](#)

- 1) Pourquoi certains passages de ce télégramme sont-ils remplacés par des séries de chiffres ?
- 2) Que signifie l'indication « chiffre 12 » qui apparaît au début du document ?

[Document 2 : Transcription du message du ministre de l'intérieur au Préfet de Seine-et-Oise, relatif à une enquête sur les mouvements d'extrême droite, 27 février 1934. ADY - 4M2/66](#)

- 1) Relevez dans le document le nom des différentes ligues qui doivent être surveillées.

[Document 3 : Transcription de la réponse du commissaire spécial Fuzier, relative à une enquête sur les mouvements d'extrême droite, 27 février 1934. ADY - 4M2/66](#)

- 1) A quoi l'auteur fait-il référence lorsqu'il mentionne les « récents évènements » ?
- 2) Quelle semble être la principale occupation des ligues en cette fin février 1934 ?

[Document 4 : Transcription de la réponse du commissaire spécial Fuzier, relative à une enquête sur les mouvements d'extrême droite, 27 février 1934. ADY - 4M2/66](#)

- 1) Pour quelle raison l'auteur du document fait-il « exercer une surveillance très active » des ligues ?